

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 16 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BELIN FLORENT

La Boutarlière
85140 CHAUCHÉ

Nos Références : 25-1712 ST/BB
Code AIOT : 0058500932

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 juillet 2025 dans l'établissement BELIN FLORENT, implanté à La Boutarlière - 85140 Chauché. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BELIN FLORENT
- La Boutarlière - 85140 Chauché
- Code AIOT : 0058500932
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Monsieur Florent BELIN exploite au lieu-dit « La Boutarlière » à CHAUCHE une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation pour :

- un élevage de 55000 emplacements de volailles (poulets ou dindes) (rubrique autorisation IED)
- une unité de compostage d'une capacité de traitement de 1 tonne par jour (RSD) - correspondant

- au traitement de 375 tonnes de fumier de volailles par an
- un stockage de fourrage de 1200 m³ (rubrique déclaration avec contrôle périodique)

L'installation est répertoriée par :

- arrêté préfectoral d'autorisation n° 16-DRCTAJ/1-116 du 8 avril 2016
- courrier préfectoral du 28 mars 2019 validant le dossier de réexamen déposé au titre de la directive IED
- courrier préfectoral du 16 janvier 2020 validant la construction d'un hangar de stockage de matériel et de fourrage

Le site comprend :

- 2 bâtiments avicoles conduits sur sol béton et litière de copeaux (ajout de paille broyée en fin de lot)
- une station de compostage VALID' (système aération forcée) constituée de 2 silos béton couverts, avec une fosse enterrée de 3 m³ pour la collecte des lixiviats renvoyés sur le tas en compostage
- un hangar de stockage de matériel et paille
- un local de stockage de paille et de copeaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	6 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
5	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	6 mois
7	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	conforme
3	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	conforme
6	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur,	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	disconnecteur)		
8	Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	conforme
9	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	conforme
10	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	conforme
11	Compostage	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 28-1	conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est globalement bien tenue.

Les non-conformités relevées concernent :

- l'absence de notification en préfecture de modifications (augmentation du tonnage composté - implantation de 2 fosses enterrées dans le cadre de la mise en place de sols béton dans les bâtiments avicoles) ;
- l'absence de validation par le SDIS d'un moyen de défense extérieure contre l'incendie (DECI) ;
- l'incomplétude du plan des zones à risques.

Le dispositif de protection de la tête du forage reste à justifier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Les bons de transport de reprise par l'EARL LES MALEONS à NIEUL SUR L'AUTIZE de la majorité du compost normé produit (l'exploitant conservant une petite partie du compost pour épandage sur ses terres) correspondent pour 2025 à 349 tonnes de compost. Il apparaît que la quantité de fumier à traiter indiquée dans le dossier de demande d'autorisation (375 tonnes à traiter par an, correspondant à un objectif de production de 262 tonnes de compost, dont une majorité expédiée) et mentionnée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (traitement de 1 tonne de matières par jour) a été sous-évaluée. A noter que la litière qui contenait avant 2020 uniquement de la paille broyée a été remplacée par une litière de copeaux avec ajout de paille broyée en fin de lots. L'augmentation de la quantité de matières traitée en compostage n'a pas été notifiée en

préfecture. Des sols béton viennent d'être mis en place pour les deux bâtiments avicoles. La mise en place de deux fosses enterrées de 5 m ³ pour la récupération des eaux de lavage des bâtiments n'a pas été notifiée en préfecture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - le registre des risques (art. 14) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ; - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ; - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ; - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ; - les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>Sur les fiches d'élevage, les derniers effectifs mis en place sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -bâtiment V1 (1000 m²) : 21420 poulets ; -bâtiment V2 (1500 m²) : 32130 poulets ; <p>soit un total de 53550 emplacements de volailles, conforme à l'effectif autorisé de 55000 emplacements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>

Constats :

Le bâtiment et ses abords sont correctement entretenus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
 - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
 - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
 - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;
- ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Points conformes :

2 extincteurs (CO₂ + poudre polyvalente) sont présents dans chaque sas de bâtiment avicole. La dernière vérification des extincteurs date de février 2025.

Les numéros d'appel d'urgence et les consignes de sécurité sont affichés dans les sas des bâtiments avicoles (de nouveaux panneaux sont également en cours d'affichage).

La vanne de barrage du gaz de V1 est placée dans le sas et signalée par un panneau jaune. Celle de V2 est placée à l'extérieur du bâtiment d'élevage, dans un boîtier sous verre dormant.

Point non conforme :

L'étang présent sur le site, prévu pour assurer la défense extérieure contre l'incendie (DECI), n'est pas répertorié dans la base de données des ressources de DECI du SDIS (possibilité d'intégration à vérifier auprès du SDIS).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : <i>Demande d'action corrective</i>
Proposition de délais : <i>6 mois</i>

N° 5 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Registre des risques :</p> <p>La dernière vérification des installations électriques a été réalisée il y a plus de 5 ans (si absence de salarié ou stagiaire, les installations doivent être vérifiées par un professionnel tous les 5 ans, dans le cas contraire, elles doivent être vérifiées tous les ans).</p> <p>Un plan des zones à risques a été établi. Cependant, il y manque quelques éléments (localisation des stockages de paille ou copeaux, du local onduleurs pour les panneaux photovoltaïques, d'un moyen de DECI validé par le SDIS).</p> <p>Des fiches de données de sécurité (FDS) des produits dangereux pour l'environnement sont présentes (formol, THS). Il manque celles du gaz et du fioul.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : <i>Demande d'action corrective</i>
Proposition de délais : <i>6 mois</i>

N° 6 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.</p>

Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

Constats :

L'exploitation est alimentée en eau par un puits, avec possibilité d'utiliser le réseau public en actionnant une vanne (dispositif de disconnexion) dans le sas du bâtiment V1.

Un compteur d'eau pour ce puits est présent dans le sas de V1, car il s'agit d'un puits collectif, éloigné du site. Les consommations d'eau sont relevées sur les fiches d'élevage. Un registre de relevé mensuel des consommations d'eau du puits a également été mis en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé

Constats :

Le puits a été déclaré à la DDPP en 2015 pour un prélèvement annuel de 5000 m³.

Le dispositif de protection de la tête du forage n'a pas été vérifié (ouvrage éloigné du site).

L'exploitant indique que le puits est situé dans un cabanon, avec une buse d'environ 50 cm de hauteur, munie d'un couvercle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande de justificatif à l'exploitant**

Proposition de délais : **6 mois**

N° 8 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

Constats :

Les déchets de soin vétérinaire sont désormais repris par LABOVET aux ESSART-EN-BOCAGE. Le dernier bon d'enlèvement date du 10 septembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations autorisées avant la parution des conclusions MTD ». Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : Les meilleures techniques disponibles (MTD) vérifiées correspondent aux engagements pris dans le dossier de réexamen IED : <ul style="list-style-type: none">- MTD 8 (utilisation rationnelle de l'énergie) : ventilation dynamique, éclairage LED ;- MTD 11 (émissions de poussières) : brumisation ;- MTD 23 (émissions provenant de l'ensemble du processus de production) : déclaration GERE 2025 effectuée ;- MTD 24, 25 et 27 (surveillance des émissions et des paramètres de procédé) : déclaration GERE 2025 effectuée ;- MTD 32 (émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'élevage de poulets) : ventilation dynamique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
Constats : La déclaration GERE 2025 correspondant à l'année de production 2024 (comprenant les fichiers BRS (bilan réel simplifié) permettant de répondre à la MTD 24 et le fichier GERE permettant de répondre aux MTD 23, 25 et 27) a été réalisée le 27 mars 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 28-1

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Les déjections issues de l'élevage de volailles de Monsieur Florent BELIN font l'objet d'un compostage par aération forcée sur le site.

Le compost obtenu est conforme à une norme visée dans l'arrêté du 5 septembre 2003 susvisé portant mise en application obligatoire de normes.

La conformité du compost à une norme est réalisée par le recours aux analyses prévues par l'arrêté du 5 septembre 2003 susvisé relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de cultures normalisés (innocuité du produit) et celles spécifiées par la norme elle-même.

La réalisation du compost est conforme aux prescriptions de l'arrêté du 12 juillet 2011 modifié susvisé, régissant les installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780. Les conditions suivantes sont respectées :

- les andains font l'objet d'au moins deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55°C pendant 15 jours ou à 50°C pendant 6 semaines ;
- le compostage est réalisé sur une aire permettant de récupérer les liquides d'égouttage qui sont soit utilisés pour l'humidification des andains, soit dirigés vers les ouvrages de stockage ou de traitement des effluents ;
- le compost obtenu est protégé des re-contaminations par contact ou mélange avec des intrants non compostés.

Constats :

La station de compostage est de type VALID' (aération forcée).

Une console dans le sas de V2 permet de suivre le procédé de compostage. La température du tas est enregistrée via 4 sondes placées au niveau de l'andain. Depuis la dernière inspection, lors de laquelle le système de suivi du compostage dysfonctionnait, l'entreprise VALID est intervenue pour le réparer. Une sonde qui indiquait -1 °c a été remplacée.

Les résultats des prises de température ont été vérifiés pour les derniers lots. Ils sont conformes. La température du tas est supérieure à 55 °C pendant plus de quinze jours.

Des analyses du compost sont réalisées à chaque lot.

Lors de la dernière inspection, le compost n'était pas conforme au niveau des critères agronomie à la norme NFU 44-051 pour un produit de type amendement ou à la norme NFU 42-001 (classe VI - type 7 - fientes de volailles avec litière compostées) pour un produit de type engrais.

Pour la dernière analyse du 27 novembre 2024, sur les valeurs agronomiques, le produit correspond à la norme NFU 42-001 (Ntotal > 2 %, Norg > 1%, P2O5 > 2 %, K2O > 2 % , Ntotal + P2O5 + K2O > 7 %, MS > 50 %).

Type de suites proposées : Sans suite